

Rapport financier consolidé
Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Sainte-Sophie | 75028 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Plouffe, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Sainte-Sophie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature Sophie Plouffe

Date 6 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Sainte-Sophie

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Sainte-Sophie (la « Municipalité »), incluant ses quotes-parts lui revenant dans les partenariats auxquels elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.

Saint-Jérôme, le 6 mai 2025

Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130780

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	18 438 690	18 465 094	17 574 828
Compensations tenant lieu de taxes	2	161 130	166 991	161 167
Quotes-parts	3			
Transferts	4	12 866 009	6 411 388	3 992 738
Services rendus	5	871 871	840 592	878 775
Imposition de droits	6	2 360 000	3 640 296	3 294 034
Amendes et pénalités	7	105 000	132 465	104 195
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	490 825	722 552	731 530
Autres revenus	10	530 453	2 667 837	7 985 248
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	35 823 978	33 047 215	34 722 515
Charges				
Administration générale	14	3 846 180	3 726 421	3 139 580
Sécurité publique	15	4 336 807	4 742 984	3 998 781
Transport	16	10 322 914	9 933 261	10 067 694
Hygiène du milieu	17	2 879 205	3 149 378	2 706 363
Santé et bien-être	18	4 000	13 661	1 135
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 316 060	1 218 688	1 122 149
Loisirs et culture	20	3 073 881	3 203 161	2 872 802
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	811 046	876 750	776 629
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	26 590 093	26 864 304	24 685 133
Excédent (déficit) lié aux activités	25	9 233 885	6 182 911	10 037 382
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		41 807 481	31 770 099
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		41 807 481	31 770 099
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		47 990 392	41 807 481

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 147 988	3 679 489
Débiteurs (note 5)	2	11 399 817	10 843 393
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 547 805	14 522 882
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		3 222 039
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 685 017	3 622 734
Revenus reportés (note 11)	12	1 181 694	1 535 386
Dette à long terme (note 12)	13	23 909 181	21 030 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	29 775 892	29 410 591
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(16 228 087)	(14 887 709)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	63 547 681	56 210 156
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	100 904	96 688
Stocks de fournitures	20	192 825	276 336
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	377 069	112 010
	23	64 218 479	56 695 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	47 990 392	41 807 481
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	47 990 392	41 807 481
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	47 990 392	41 807 481

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	9 233 885	6 182 911	10 037 382
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	14 766 447)(	12 451 890)(	15 482 446)
Produit de cession	3		7 943	72 003
Amortissement	4	5 005 188	4 818 164	4 782 629
(Gain) perte sur cession	5		288 258	(32 711)
Réduction de valeur / Reclassement	6			1 851
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 761 259)	(7 337 525)	(10 658 674)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(4 216)	2 200
Variation des stocks de fournitures	10		83 511	(152 435)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(265 059)	20 337
	13		(185 764)	(129 898)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(527 374)	(1 340 378)	(751 190)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(14 887 709)	(14 136 519)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(14 887 709)	(14 136 519)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(16 228 087)	(14 887 709)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 182 911	10 037 382
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 818 164	4 782 629
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession d'immobilisations	3.1	288 258	(32 711)
▪ Autres éléments sans effet sur la trésorerie	3.2		1 851
	4	11 289 333	14 789 151
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(556 424)	(1 993 692)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 062 283	1 190 850
Revenus reportés	8	(353 692)	905 435
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(4 216)	2 200
Stocks de fournitures	11	83 511	(152 435)
Autres actifs non financiers	12	(265 059)	20 337
	13	11 255 736	14 761 846
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	12 451 890) (	15 482 446)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	7 943	72 003
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(12 443 947)	(15 410 443)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 595 932	494 866
Remboursement de la dette à long terme	25 (	2 705 409) (	2 962 168)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 222 039)	3 191 865
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(11 774)	1 522
Autres			
▪	28.1		
	29	(343 290)	726 085
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 531 501)	77 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 679 489	3 602 001
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 679 489	3 602 001
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 147 988	3 679 489

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Sophie a été constituée le 1er juillet 1845 sous le nom de "Municipalité de Lacorne" et est régie par les dispositions du Code municipal du Québec.

Parc :

Régie intermunicipale formée le 2 décembre 2003 en vertu des articles 580 du Code municipal du Québec, L.R.Q.C.C.,-27.1 et 468 de la Loi sur les citées et villes, L.R.Q.C.C.-19, selon l'entente signée le 27 octobre 2003 par les villes de Prévost, de Saint-Colomban, et de Saint-Jérôme, et les municipalités de Saint-Hippolyte et de Sainte-Sophie.

Aréna :

La Régie Intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord a été constituée le 30 septembre 2010, laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée le 26 juillet 2010 par les villes de Saint-Jérôme, Prévost et la municipalité de Sainte-Sophie, autorisée par les résolutions CM6334/10-07-06, 17443-07-10 et 299-07-10, à l'exclusion du dernier alinéa de l'article 7.

Le tout conformément à l'article 468.11 de la loi sur les cités et ville (LRQ.,c, C-19) et à l'article 580 du code municipal du Québec (LRQ., c. C-27-1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La Municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe pas à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Municipalité de Sainte-Sophie excluant les partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) Partenariats

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 12,21 % et le taux de participation cumulatif dans la situation financière est de 10,83 %.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 16,28 % et le taux de participation cumulatif dans la situation financière est de 15,35 %.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15, 20, 25, 40 et 75 ans
Bâtiments:	20 et 25 ans
Véhicules:	10 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus sont constatés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à la créance;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les transferts sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'exercice au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite par financement salarial (RRFS) est un régime à prestations déterminées où :

- la cotisation de l'employeur est fixée d'avance;
- le solde des cotisations à verser (y compris les paiements pour déficits, le cas échéant) est à la charge des participants;
- l'excédent d'actif (ou surplus), le cas échéant, est attribué aux participants.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime volontaire d'épargne-retraite offert par la Régie intermunicipale du Parc régionale de la Rivière-du-Nord est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs, dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

Au 1er janvier 2024, la Municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'il relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle. L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif. Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 147 946	3 679 489
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	42	
Autres éléments			
-	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 147 988	3 679 489
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 147 988	3 679 489
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 179 546	1 579 263
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 000 200	1 928 262
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	26 852	33 738
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 590 484	4 166 218
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 544 806	3 316 770
Organismes municipaux	13	806 406	907 842
Autres			
▪ Divers	14.1	431 069	490 563
	15	11 399 817	10 843 393
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 189 385	1 662 357
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	280 926	111 060
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 470 311	1 773 417
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	21 921	12 179
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	3 529 133	3 273 696
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 302 130	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	88 332	111 717
Ministère de la Culture et des Communications	25	74 867	70 200
Autres ministères/organismes	26	596 022	710 605
	27	6 590 484	4 166 218

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 11 123 200 \$ portant intérêts au taux de 5,45% (7,20% au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, la totalité des facilités de crédit était inutilisées.

Parc :

La Régie intermunicipale du Parc régionale de la Rivière-du-Nord dispose d'une marge de crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de 5,45% (7,20% au 31 décembre 2023) et est renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 888 185	2 014 968
Salaires et avantages sociaux	44	357 685	307 355
Dépôts et retenues de garantie	45	1 362 596	1 099 172
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	199 806	188 682
▪ Frais courus	47.2	860 776	1 245
▪ Organismes municipaux	47.3	14 861	10 474
▪ Taxes à la consommation	47.4	1 108	838
	48	4 685 017	3 622 734

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	182 542	154 496
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Programme d'aide aux infrastructures de transport actif (VÉLOCE III)	54.1	651 727	749 571
▪ Autres programmes	54.2		6 366
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	340 547	555 909
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Quote-part	62.1	4 437	37 017
▪ Revenus perçus d'avance	62.2	1 517	
▪ Divers	62.3	924	32 027
	63	1 181 694	1 535 386

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	5,75	2025	2029	64	24 074 283	21 183 760
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	24 074 283	21 183 760
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(165 102)	(153 328)
					72	23 909 181	21 030 432

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		2 490 639			2 490 639
2026	74		2 240 542			2 240 542
2027	75		3 687 003			3 687 003
2028	76		1 484 800			1 484 800
2029	77		14 171 299			14 171 299
2030 et plus	78					
	79		24 074 283			24 074 283
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		24 074 283			24 074 283

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	380 247	342 468
Autres régimes (REER et autres)	88	229 302	204 994
Régimes de retraite des élus municipaux	89	36 527	38 602
	90	646 076	586 064

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 754 700	407 454		9 162 154
Eaux usées	102	3 617 767		187 970	3 429 797
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	73 562 681	4 604 435	306 246	77 860 870
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Stationnement	104.1	7 404 677	637 129	11 460	8 030 346
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	10 120 506	23 507	39 869	10 104 144
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 811 054	194 137	476	3 004 715
Ameublement et équipement de bureau	109	1 010 052	196	46 984	963 264
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 989 375	2 970 972	715 214	7 245 133
Terrains	111	1 236 165	4 366		1 240 531
Autres	112				
	113	113 506 977	8 842 196	1 308 219	121 040 954
Immobilisations en cours	114	2 133 208	3 609 694	7 874	5 735 028
	115	115 640 185	12 451 890	1 316 093	126 775 982
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 214 414	192 535		4 406 949
Eaux usées	117	1 564 056	85 916	187 972	1 462 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	38 698 499	3 145 091	101 322	41 742 268
Autres					
▪ Éclairage, Parc, Stationnement	119.1	4 078 697	282 359	11 459	4 349 597
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 456 596	394 085	30 622	5 820 059
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 791 843	147 055	557	1 938 341
Ameublement et équipement de bureau	124	845 063	46 229	47 167	844 125
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 780 861	524 894	640 793	2 664 962
Autres	126				
	127	59 430 029	4 818 164	1 019 892	63 228 301
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	56 210 156			63 547 681
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	100 904	96 688
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	100 904	96 688
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	100 904	96 688

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	16 835	19 859
▪ Autres frais payés d'avance	143.2	360 234	92 151
Autres			
▪	144.1		
	145	377 069	112 010

Note

19. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Municipalité de Sainte-Sophie s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 10 933 567 \$. Cette somme représente des contrats de service général pour 747 320 \$, de collecte d'ordures, recyclage et matières organiques pour 5 573 348 \$, de gestion de l'exploitation des usines de filtration et d'épuration pour 580 566 \$, d'entretien des rues et le déneigement pour 3 775 381 \$, de frais de sécurité publique pour 106 952 \$ ainsi que de gestion des animaux sur le territoire pour 150 000 \$.

Pour pourvoir à ces engagements, la Municipalité de Sainte-Sophie devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025	4 832 125 \$
2026	2 721 427 \$
2027	1 501 703 \$
2028	948 380 \$
2029	929 932 \$

Aréna:

La Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord s'est engagée jusqu'en 2028 pour l'entretien préventif de certains équipements, de déneigement des installations et a conclu une entente avec la Ville de Saint-Jérôme concernant la location de l'aréna Saint-Antoine jusqu'en 2026. Le solde de ces engagements revenant à la Municipalité s'établit à 103 200 \$.

Les paiements exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

Entretien préventif de certains équipements

2025	11 854 \$
2026	6 874 \$
2027	3 496 \$
2028	236 \$

Location de l'aréna

2025	53 827 \$
2026	26 913 \$

20. Droits contractuels

Contrat de location

La Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord a conclu divers contrats avec des entreprises. Ces contrats viennent à échéance entre 2025 et 2028. Les revenus revenant à la Municipalité pour les quatre prochains exercices s'établissent comme suit :

2025	8 491 \$
2026	8 433 \$
2027	7 327 \$
2028	2 230 \$

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

Aucun cautionnement et garantie en fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Auto-assurance

La Municipalité de Sainte-Sophie a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Municipalité.

C) Poursuites

Trois réclamations et poursuites judiciaires estimées à plus de 195 000 \$ ont été entreprises contre la Municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Municipalité et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est également présentée dans les informations sectorielles.

Parc :

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

Aréna:

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit est le risque qu’une partie à un instrument financier manque à l’une de ses obligations et, de ce fait, amène l’autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l’exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L’exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l’état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d’activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l’égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n’est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	533 329 \$	585 780 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s’assurer qu’elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts			–		–		–		–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 260 731 \$		–		–		–		2 260 731 \$
Intérêts courus à payer	199 806 \$		–		–		–		199 806 \$
Dettes	2 490 639 \$		7 412 345 \$		14 171 299 \$		–		24 074 283 \$
	4 951 176 \$		7 412 345 \$		14 171 299 \$		–		26 534 820 \$

2023

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts	3 222 039 \$		–		–				3 222 039 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 332 797 \$		–		–				2 332 797 \$
Intérêts courus à payer	188 682 \$		–		–				188 682 \$
Dettes	2 699 333 \$		8 202 227 \$		3 225 200 \$		7 057 000 \$		21 183 760 \$
	8 442 851 \$		8 202 227 \$		3 225 200 \$		7 057 000 \$		26 927 278 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 147 988 \$	2 147 988 \$
Passifs financiers			
Emprunts	–	–	–
Dettes	24 074 283 \$	–	24 074 283 \$

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 679 489 \$	3 679 489 \$
Passifs financiers			
Emprunts	–	3 222 039 \$	3 222 039 \$
Dettes	21 183 760 \$	–	21 183 760 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Événement postérieur à la date du bilan

En 2021, à la suite de la demande de la majorité des municipalités membres de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord de mettre fin à l'entente de la Régie au 31 décembre 2023, les membres ont signé une nouvelle entente se terminant le 31 décembre 2024. Cette entente a permis d'assurer une continuité dans le mode de gestion des propriétés et de l'exploitation du Parc régional d'ici à la création d'un règlement de MRC de la Rivière-du-Nord désignant le caractère régional du Parc sous la loi des compétences municipales.

Une nouvelle entente a été signée le 11 mars 2025 par toutes les municipalités membres afin de transférer la gestion du Parc régional de la Rivière-du-Nord à un organisme sans but lucratif. Également, cette entente mentionne que la Régie doit céder l'ensemble de ses actifs, à titre gratuit, avant le 15 juin 2025 à la MRC de la Rivière-du-Nord. Les valeurs des actifs à transférer n'ont pas été ajustées avant la date de transfert tel que prévu au chapitre SP3430.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus									
Fonctionnement									
1	Taxes	17 574 828		18 438 690		18 428 496			18 428 496
2	Compensations tenant lieu de taxes	161 167		161 130		166 991			166 991
3	Quotes-parts							544 270	
4	Transferts	1 686 155		2 228 380		2 502 024		5 533	2 416 697
5	Services rendus	738 185		734 945		694 456		146 136	840 592
6	Imposition de droits	3 294 034		2 360 000		3 640 296			3 640 296
7	Amendes et pénalités	104 195		105 000		132 465			132 465
8	Revenus de placements de portefeuille								
9	Autres revenus d'intérêts	731 530		490 662		717 713		4 839	722 552
10	Autres revenus	43 580		20 000		(113 180)		16 513	(96 667)
11	Effet net des opérations de restructuration								
12		24 333 674		24 538 807		26 169 261		717 291	26 251 422
Investissement									
13	Taxes					36 598			36 598
14	Quotes-parts							346	
15	Transferts	2 390 642		10 633 479		3 994 691			3 994 691
16	Imposition de droits								
	Autres revenus								
17	Contributions des promoteurs	7 849 884		500 000		2 535 165			2 535 165
18	Autres	39 142				229 339			229 339
	Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
19									
20	Effet net des opérations de restructuration								
21		10 279 668		11 133 479		6 795 793		346	6 795 793
22		34 613 342		35 672 286		32 965 054		717 637	33 047 215
Charges									
23	Administration générale	2 910 519		3 545 473		3 491 957	234 464		3 726 421
24	Sécurité publique	3 849 750		4 179 905		4 587 628	155 356		4 742 984
25	Transport	6 403 313		6 611 255		6 537 019	3 396 242		9 933 261
26	Hygiène du milieu	2 349 809		2 407 843		2 523 126	626 252		3 149 378
27	Santé et bien-être	1 135		4 000		13 661			13 661
28	Aménagement, urbanisme et développement	1 114 850		1 308 782		1 211 389	7 299		1 218 688
29	Loisirs et culture	2 546 695		2 783 143		2 855 257	281 409	493 969	3 203 161
30	Réseau d'électricité								
31	Frais de financement	689 989		728 386		795 489		81 261	876 750
32	Effet net des opérations de restructuration								
	Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés								
33		4 668 010		4 895 304		4 701 022 (	4 701 022)		
34		24 534 070		26 464 091		26 716 548		575 230	26 864 304
35		10 079 272		9 208 195		6 248 506		142 407	6 182 911
Excédent (déficit) lié aux activités									
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.									

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	10 079 272	9 208 195	6 248 506	142 407	6 182 911
Moins : revenus d'investissement	2 (	10 279 668)	11 133 479)	6 795 793)	346)	6 795 793)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(200 396)	(1 925 284)	(547 287)	142 061	(612 882)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 668 010	4 895 304	4 701 022	117 142	4 818 164
Produit de cession	5	29 172		7 200	743	7 943
(Gain) perte sur cession	6	9 086		281 261	6 997	288 258
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 706 268	4 895 304	4 989 483	124 882	5 114 365
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	2 201		1 751		1 751
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	2 201		1 751		1 751
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 640 072)	2 554 000)	2 454 350)	128 377)	2 491 867)
	18	(2 640 072)	(2 554 000)	(2 454 350)	(128 377)	(2 491 867)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	260 189)	490 000)	421 632)	48 365)	470 343)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	753 620	354 540		28 431	28 431
Réserves financières et fonds réservés	22	(185 974)	(280 560)	(207 414)		(207 414)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	307 457	(416 020)	(629 046)	(19 934)	(649 326)
	26	2 375 854	1 925 284	1 907 838	(23 429)	1 974 923
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 175 458		1 360 551	118 632	1 362 041

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2023		Réalisations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus d'investissement	1	10 279 668	6 795 793	346	6 795 793
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	)(	108 064)(	)(	108 064)
Sécurité publique	3 (	219 406)(	159 082)(	)(	159 082)
Transport	4 (	12 475 537)(	8 565 768)(	)(	8 565 768)
Hygiène du milieu	5 (	2 227 493)(	2 381 973)(	)(	2 381 973)
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(	)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(	)(
Loisirs et culture	8 (	511 620)(	1 188 291)(	48 712)(	1 237 003)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(	)(
	11 (	15 434 056)(	12 403 178)(	48 712)(	12 451 890)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	)(	5 967)(	)(	5 967)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)(	)(	)(	)(
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	26 326	4 710 977		4 710 977
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	260 189	421 632	48 365	470 343
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	414 675	1 028 570		1 028 570
	19	674 864	1 450 202	48 365	1 498 913
	20	(14 732 866)	(6 247 966)	(347)	(6 247 967)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 453 198)	547 827	(1)	547 826

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 141 185	2 076 256	71 732
Débiteurs (note 5)	2	10 781 721	11 377 083	22 734
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	13 922 906	13 453 339	94 466
				13 547 805
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 222 039		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 554 399	4 601 684	83 333
Revenus reportés (note 11)	12	3 507 094	3 094 439	6 877
Dette à long terme (note 12)	13	18 515 552	21 517 184	2 391 997
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			
Autres passifs (note 14)	15			
	16	28 799 084	29 213 307	2 482 207
	17	(14 876 178)	(15 759 968)	(2 387 741)
				29 775 892
				(16 228 087)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	52 824 527	60 238 221	3 309 460
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	96 688	100 904	
Stocks de fournitures	20	275 377	191 756	1 069
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	557 085	355 090	21 979
	23	53 753 677	60 885 971	3 332 508
				64 218 479
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 094 421	7 313 373	22 780
Excédent de fonctionnement affecté	25	354 540	298 000	11 511
Réserves financières et fonds réservés	26	1 391 826	579 405	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	468 540)	(383 000)	3 729)
Financement des investissements en cours	28	(5 189 891)	(4 452 662)	(386 729)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	36 695 143	41 770 887	914 205
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	38 877 499	45 126 003	944 767
				47 990 392

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	6 173 776	6 161 443	6 351 394	5 671 853
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	1 800 236	1 735 857	1 769 529	1 650 229
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	8 050	5 940	5 940	4 121
Autres services	7				
Autres biens et services	8	11 275 919	11 652 754	11 923 098	10 778 612
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	658 386	709 294	711 442	610 239
D'autres organismes municipaux	10			78 103	79 841
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11		58 865	58 865	16 620
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	70 000	27 330	28 340	69 929
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 495 920	1 577 736	1 033 121	955 957
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	61 500	74 814	74 814	62 935
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 895 304	4 701 022	4 818 164	4 782 630
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1	5 000	9 742	9 742	(1 034)
▪ Réclamations	21.2	20 000			1 000
▪ Autres	21.3		1 751	1 752	2 201
	22	26 464 091	26 716 548	26 864 304	24 685 133

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 336 153	6 127 918
Excédent de fonctionnement affecté	2	309 511	382 273
Réserves financières et fonds réservés	3	579 405	1 391 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	386 729)(	473 345)
Financement des investissements en cours	5	(4 452 662)	(5 189 891)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	44 604 714	39 568 700
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	47 990 392	41 807 481

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	7 313 373	6 094 421
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	22 780	33 497
	11	7 336 153	6 127 918

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	298 000	354 540
	13	298 000	354 540
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget exercice suivant	14.1	11 511	22 858
▪ Budget d'investissement	14.2		837
▪ Projet spécial	14.3		4 038
	15	11 511	27 733
	16	309 511	382 273

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Service de l'eau	17.1	246 772	416 274
	18	246 772	416 274
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	174 176	858 425
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	60 672	51 937
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	97 785	65 190
Autres			
▪	30.1		
	31	332 633	975 552
	32	579 405	1 391 826

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪ Frais financiers	55.1 (	3 729)(
▪ Disposition des boues	55.2 (	383 000)(
	56 (	386 729)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	386 729)(
		473 345)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	574 584	99 738
Investissements à financer	65 (	5 027 246)(	5 289 629)
	66	(4 452 662)	(5 189 891)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	63 547 681	56 210 156
Propriétés destinées à la revente	68	100 904	96 688
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	63 648 585	56 306 844
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	63 648 585	56 306 844
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	23 909 181)(	21 030 432)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	165 102)(	153 328)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	4 399 189	3 972 271
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	631 223	473 345
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	19 043 871)(	16 738 144)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	19 043 871)(	16 738 144)
	83	44 604 714	39 568 700

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse mensuellement dans le RRFS pour et au nom de chaque personne salariée régulière syndiquée, un montant équivalent à 14.5% de son salaire gagné. La municipalité verse mensuellement dans le RRFS au nom de chaque personne salariée régulière syndiquée, un montant équivalent à 2.58% de leur salaire gagné, qui a été prélevé hebdomadairement sur leur paie. Les employés participants sont responsables du gain et de la perte actuarielle de leur régime.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	380 247	342 468
	110	380 247	342 468

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 7

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité verse annuellement un montant boni REER aux employés cadres. Ce montant représente une somme de 14,5% du salaire gagné pendant l'année.

La Municipalité verse mensuellement au RVER au nom de chaque employé participant un montant qui a été prélevé hebdomadairement ou mensuellement (élus municipaux) sur leur paie. La municipalité ne cotise pas à ce régime.

La Municipalité verse un montant boni REER aux employés pompiers. Ce montant représente une somme de 1,75% du salaire gagné pendant l'année.

Parc :

Les employés permanents de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord participent à un régime volontaire d'épargne retraite (RVER) où la cotisation de la Régie égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 3% du le salaire brut gagné.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	1 016	1 213
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	228 286	203 781
Autres régimes	115		
	116	229 302	204 994

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	9 387	9 975
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	31 633	33 615
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 894	4 987
	121	36 527	38 602

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 943 935	14 888 293	14 206 005
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	36 598	36 598	
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	14 943 935	14 924 891	14 206 005
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	547 145	551 984	548 875
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 781 905	1 788 705	1 753 866
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	83 000	93 010	81 761
Service de la dette	18	1 082 705	1 106 504	984 321
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 494 755	3 540 203	3 368 823
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 494 755	3 540 203	3 368 823
	27	18 438 690	18 465 094	17 574 828

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	156 055	161 515	161 515
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	156 055	161 515	161 515
				156 060
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	5 075	5 476	5 476
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	5 075	5 476	5 476
				5 107
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	161 130	166 991	166 991
				161 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	966 535	966 536	966 536
Sécurité publique				289 707
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	374 595	595 752	595 752
Enlèvement de la neige	54			472 409
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68	610 000	629 784	629 784
Tri et conditionnement	69			630 116
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	92 195	90 860	5 533	7 730
Activités culturelles					
Bibliothèques	84	40 945	45 078	45 078	39 225
Autres	85	45 700	75 602	75 602	54 082
Réseau d'électricité	86				
	87	2 129 970	2 403 612	2 318 285	1 493 269

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	8 671 515	3 125 337	3 125 337
Enlèvement de la neige	95			102 923
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	500 000	565 807	565 807
Réseau de distribution de l'eau potable	105			1 819 740
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	1 461 964	303 547	303 547
Activités culturelles				467 979
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	10 633 479	3 994 691	3 994 691
				2 390 642

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	98 410	98 412	98 412
Autres	138			108 827
	139	98 410	98 412	98 412
TOTAL DES TRANSFERTS	140	12 861 859	6 496 715	6 411 388
				3 992 738

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	92 400	79 273	90 973
	188	92 400	79 273	90 973
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	112 750	103 919	120 869
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	112 750	103 919	120 869
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	715	8 404	370
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	715	8 404	370
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	18 400	49 881	46 324
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	11 300	14 125	11 100
Matières recyclables	209			
Autres	210	8 820	5 766	8 319
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	38 520	69 772	65 743

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	1 219	1 219	2 702
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	1 219	1 219	2 702
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	162 005	162 630	207 925
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	810	1 392	2 611
Autres	227	327 745	267 847	387 582
	228	490 560	431 869	578 005
Réseau d'électricité	229			
	230	734 945	694 456	840 592
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	734 945	694 456	840 592
				878 775

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	210 000	328 297	358 128
Droits de mutation immobilière	233	1 200 000	2 167 614	1 960 799
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	950 000	1 144 385	975 107
	236	2 360 000	3 640 296	3 294 034
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	105 000	132 465	104 195
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	490 662	717 713	731 530
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(281 261)	32 711
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	5 000	79 230	36 500
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	500 000	2 535 165	7 849 884
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	15 000	318 190	66 153
	250	520 000	2 667 837	7 985 248
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	Conseil	436 135	541 807	541 807	541 807	410 188
2	Greffe et application de la loi	935 025	886 515	886 515	886 515	645 462
3	Gestion financière et administrative	1 580 608	1 470 211	234 464	1 704 675	1 523 252
4	Évaluation	313 085	313 086	313 086	313 086	308 432
5	Gestion du personnel	35 880	49 596	49 596	49 596	46 264
	Autres					
6.1	▪ Assurances	244 740	230 742	230 742	230 742	205 982
7		3 545 473	3 491 957	234 464	3 726 421	3 139 580
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
8	Police	2 651 645	2 660 846	2 660 846	2 660 846	2 502 729
9	Sécurité incendie					
	Premiers répondants					
10	Autres	1 437 205	1 524 037	121 298	1 645 335	1 380 359
11	Sécurité civile	41 055	352 745	34 058	386 803	65 693
12	Autres	50 000	50 000		50 000	50 000
13		4 179 905	4 587 628	155 356	4 742 984	3 998 781
TRANSPORT						
	Réseau routier					
14	Voirie municipale	3 445 310	3 432 043	3 369 701	6 801 744	6 953 604
15	Enlèvement de la neige	2 260 320	2 242 799		2 242 799	2 303 642
16	Éclairage des rues	187 865	202 075	20 429	222 504	220 255
17	Circulation et stationnement	267 865	213 986	6 112	220 098	200 248
	Transport collectif					
18	Transport en commun	449 895	446 116		446 116	389 945
19	Transport aérien					
20	Transport par eau					
21	Autres					
22		6 611 255	6 537 019	3 396 242	9 933 261	10 067 694

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	358 440	414 620	453 095	867 715	554 996
Réseau de distribution de l'eau potable	24	37 913	37 979	40 431	78 410	53 979
Traitement des eaux usées	25	175 165	190 521	46 695	237 216	229 396
Réseaux d'égout	26	29 970	25 533	49 668	75 201	51 340
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	512 145	524 554	2 540	527 094	512 948
Élimination	28	407 700	388 395		388 395	362 816
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	496 820	496 822	20 875	517 697	514 925
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	267 490	267 036	8 969	276 005	273 068
Traitement	32					
Matériaux secs	33	12 425	18 538		18 538	14 989
Autres	34					
Plan de gestion	35	109 775	159 128	3 979	163 107	137 906
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 407 843	2 523 126	626 252	3 149 378	2 706 363
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	4 000	13 661		13 661	1 135
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	4 000	13 661		13 661	1 135

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2024	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
46	Aménagement, urbanisme et zonage	1 308 782	1 211 389	7 299	1 218 688	1 218 688	1 122 149
47	Rénovation urbaine						
48	Biens patrimoniaux						
49	Autres biens						
50	Promotion et développement économique						
51	Industries et commerces						
52	Tourisme						
53	Autres						
53	Autres	1 308 782	1 211 389	7 299	1 218 688	1 218 688	1 122 149
LOISIRS ET CULTURE							
54	Activités récréatives						
55	Centres communautaires	1 325 448	1 264 347	60 077	1 324 424	1 324 424	1 222 269
56	Patinoires intérieures et extérieures	485 195	469 796	9 245	479 041	488 268	458 548
57	Piscines, plages et ports de plaisance						
58	Parcs et terrains de jeux	121 840	201 713	205 443	407 156	380 855	258 660
59	Parcs régionaux	39 120	71 578		71 578	155 147	165 619
60	Expositions et foires	139 750	149 738		149 738	149 738	122 866
61	Autres	472 395	473 611		473 611	473 611	442 859
61	Autres	2 583 748	2 630 783	274 765	2 905 548	2 972 043	2 670 821
62	Activités culturelles						
63	Centres communautaires						
64	Bibliothèques	199 395	224 474	6 644	231 118	231 118	201 981
65	Patrimoine						
66	Musées et centres d'exposition						
67	Autres ressources du patrimoine						
68	Autres						
67	Autres	199 395	224 474	6 644	231 118	231 118	201 981
68	Autres	2 783 143	2 855 257	281 409	3 136 666	3 203 161	2 872 802

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024		Total	Réalisations 2024	Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	69						
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	70	611 026	720 798		720 798	795 127	635 720
Autres frais	71	47 360	47 361		47 361	53 283	70 980
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	70 000	27 330		27 330	28 340	69 929
	74	728 386	795 489		795 489	876 750	776 629
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS							
	76	4 895 304	4 701 022 (	4 701 022)			

Autres renseignements financiers non audités
Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	920 446	920 446	702 031
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	109 109	109 109	145 040
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 605 532	4 605 773	11 993 915
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	415 517	415 517	472 478
Autres infrastructures	11	709 274	709 924	62 893
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 262 512	3 286 019	112 111
Édifices communautaires et récréatifs	14	422 330	422 330	40 969
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	193 945	194 137	71 839
Ameublement et équipement de bureau	18		196	2 360
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 764 513	1 784 073	1 861 503
Terrains	20		4 366	17 307
Autres	21			
	22	12 403 178	12 451 890	15 482 446

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	920 446	920 446	702 031
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	109 109	109 109	145 040
Autres infrastructures	5	3 195 158	3 195 158	12 529 286
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	2 535 165	2 536 056	
Autres immobilisations corporelles	11	5 643 300	5 691 121	2 106 089
	12	12 403 178	12 451 890	15 482 446

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 461 314	4 026 901	1 558 694	9 929 521
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	9 750 175	684 077	688 679	9 745 573
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 211 489	4 710 978	2 247 373	19 675 094
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 662 357	614 512	87 484	2 189 385
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10	111 060	270 442	100 576	280 926
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 773 417	884 954	188 060	2 470 311
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	2 198 854		269 976	1 928 878
	15	3 972 271	884 954	458 036	4 399 189
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 972 271	884 954	458 036	4 399 189
	19	21 183 760	5 595 932	2 705 409	24 074 283
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	21 183 760	5 595 932	2 705 409	24 074 283

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	21 517 184
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 027 246
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 909 780
Autres montants	9	569 786
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	24 064 864
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	472 375
Endettement net à long terme	14	24 537 239
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 757
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	24 538 996
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	24 538 996
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	313 085	313 086	313 086	308 432
Autres	3	38 255	38 258	38 258	61 738
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	570	568	568	553
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	21 220	21 220	21 220	13 011
Transport collectif	9	384 630	384 632	384 632	330 397
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	109 775	159 128	159 128	133 927
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	50 155	50 155	50 155	49 643
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	578 230	610 689	66 074	58 256
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	1 495 920	1 577 736	1 033 121	955 957

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	16 740	20 407
Charges sociales	2	5 468	6 099
Biens et services	3	12 348 862	15 407 550
Frais de financement	4	32 108	
Autres	5		
	6	12 403 178	15 434 056

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,80	36,00	35 198,00	1 754 341	556 374	2 310 715
Professionnels	2						
Cols blancs	3	24,26	31,50	39 735,00	1 254 740	399 798	1 654 538
Cols bleus	4	34,54	40,00	71 845,00	2 010 657	600 266	2 610 923
Policiers	5						
Pompiers	6	22,32	10,00	11 606,00	764 938	109 275	874 213
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	99,92		158 384,00	5 784 676	1 665 713	7 450 389
Élus	9	7,00			393 507	75 612	469 119
	10	106,92			6 178 183	1 741 325	7 919 508

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		172 894	392 913		565 807
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 060 328	2 786 253	669 109	415 218	5 930 908
	7	2 060 328	2 959 147	1 062 022	415 218	6 496 715

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	85 565	92 450
	4	85 565	92 450
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	15 484	13 602
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	15 484	13 602
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	401 224	322 363
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15	88 228	101 724
	16	489 452	424 087
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	117 228	81 097
Réseau de distribution de l'eau potable	18	20 470	25 030
Traitement des eaux usées	19	17 716	13 129
Réseaux d'égout	20	27 828	18 174
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	183 242	137 430
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	8 422	10 027
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	13 324	12 393
	41	21 746	22 420
Réseau d'électricité			
	42		
	43	795 489	689 989

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Lamothe	1.1	Maire	59 065	19 422	21 576	
Michel Maurice	1.2	Conseiller	21 792	10 896		
Michel Maurice	1.3	Maire suppléant	5 332	2 666		
Jocelyne Coursol	1.4	Conseiller	21 792	10 896		
Martin Paquette	1.5	Conseiller	21 792	10 896		
Sébastien Forget	1.6	Conseiller	21 792	10 896		
Gilles Bertrand	1.7	Conseiller	21 792	10 896		
Roxanne Guay	1.8	Conseiller	21 792	10 896		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 500 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	☐ ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	☐ ☒
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	44	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	45		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	46	☒	☐
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024	47		236 856 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	48	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	49		\$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	50	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	51		\$
Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 _____ \$

b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

65

X

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

66

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024

67\$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024

68\$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

69

24 593

\$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

70

882 412

\$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

71

173 800

\$

Chaussées pavées - entretien préventif

72

49 508

\$

Chaussées pavées - entretien palliatif

73\$

Chaussées en gravier - entretien préventif

74\$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

75\$

Systèmes de drainage

76\$

Abords de routes

77\$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

78

223 308

\$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

79\$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

80\$

c) Total des frais encourus admissibles

81

1 105 720

\$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

Autres renseignements financiers non audités 2024 | S51 |

| 16 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

82084-04-25
- b) Date d'adoption de la résolution

832025-04-01

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

X

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

85327-11-19
- b) Date d'adoption de la résolution

862019-11-05

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

882

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

8911
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

921
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

942 965
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

951 554
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☒☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, les <i>Normes comptables pour le secteur public</i> exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	1 ☒	☐
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	2 ☒	☐
3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	3 ☒	☐
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	4 ☐	☒
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	5 ☐	☒
La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	6 ☐	☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	7 ☐	☐
Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.		

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus						
Fonctionnement	1	24 333 674	24 538 807	26 169 261	7 17 291	26 251 422
Investissement	2	10 279 668	11 133 479	6 795 793	346	6 795 793
	3	34 613 342	35 672 286	32 965 054	7 17 637	33 047 215
Charges	4	24 534 070	26 464 091	26 716 548	575 230	26 864 304
Excédent (déficit) lié aux activités	5	10 079 272	9 208 195	6 248 506	142 407	6 182 911
Moins : revenus d'investissement	6 (	10 279 668)(	11 133 479)(	6 795 793)(	346)(	6 795 793)(
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(200 396)	(1 925 284)	(547 287)	142 061	(612 882)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 668 010	4 895 304	4 701 022	117 142	4 818 164
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 640 072)(	2 554 000)(	2 454 350)(	128 377)(	2 491 867)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	260 189)(	490 000)(	421 632)(	48 365)(	470 343)
Excédent (déficit) accumulé	12	567 646	73 980	(207 414)	28 431	(178 983)
Autres éléments de conciliation	13	40 459		290 212	7 740	297 952
	14	2 375 854	1 925 284	1 907 838	(23 429)	1 974 923
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 175 458		1 360 551	118 632	1 362 041

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 141 185	2 076 256	2 147 988	3 679 489
Débiteurs	2	10 781 721	11 377 083	11 399 817	10 843 393
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5				
	6	13 922 906	13 453 339	13 547 805	14 522 882
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	3 222 039			3 222 039
Créditeurs et charges à payer	9	3 554 399	4 601 684	4 685 017	3 622 734
Revenus reportés	10	3 507 094	3 094 439	1 181 694	1 535 386
Dette à long terme	11	18 515 552	21 517 184	23 909 181	21 030 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	28 799 084	29 213 307	29 775 892	29 410 591
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(14 876 178)	(15 759 968)	(16 228 087)	(14 887 709)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	52 824 527	60 238 221	63 547 681	56 210 156
Autres	17	929 150	647 750	670 798	485 034
	18	53 753 677	60 885 971	64 218 479	56 695 190
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	6 094 421	7 313 373	7 336 153	6 127 918
Excédent de fonctionnement affecté	20	354 540	298 000	309 511	382 273
Réserves financières et fonds réservés	21	1 391 826	579 405	579 405	1 391 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	468 540)(	383 000)(	386 729)(	473 345)
Financement des investissements en cours	23	(5 189 891)	(4 452 662)	(4 452 662)	(5 189 891)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	36 695 143	41 770 887	44 604 714	39 568 700
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	38 877 499	45 126 003	47 990 392	41 807 481

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	1.1	298 000	354 540
	2	298 000	354 540
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	11 511	27 733
	4	309 511	382 273
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Service de l'eau	5.1	246 772	416 274
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	174 176	858 425
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	60 672	51 937
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	97 785	65 190
Autres			
▪	14.1		
	15	579 405	1 391 826
	16	888 916	1 774 099

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	24 064 864
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	24 538 996
Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	9 745 573	9 750 175
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 929 521	7 461 314
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 189 385	1 662 357
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	280 926	111 060
Autres	9	1 928 878	2 198 854
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	24 074 283	21 183 760

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	17 574 828	18 438 690	18 428 496	18 428 496
Compensations tenant lieu de taxes	13	161 167	161 130	166 991	166 991
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 686 155	2 228 380	2 502 024	2 416 697
Services rendus	16	738 185	734 945	694 456	840 592
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 398 229	2 465 000	3 772 761	3 772 761
Autres	18	775 110	510 662	604 533	625 885
	19	24 333 674	24 538 807	26 169 261	26 251 422
Investissement					
Taxes	20			36 598	36 598
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 390 642	10 633 479	3 994 691	3 994 691
Autres	23	7 889 026	500 000	2 764 504	2 764 504
	24	10 279 668	11 133 479	6 795 793	6 795 793
	25	34 613 342	35 672 286	32 965 054	33 047 215

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
1	Administration générale	3 545 473	3 491 957	234 464	3 726 421	3 139 580
2	Sécurité publique					
3	Police	2 651 645	2 660 846		2 660 846	2 502 729
4	Sécurité incendie	1 437 205	1 524 037	121 298	1 645 335	1 380 359
5	Autres	91 055	402 745	34 058	436 803	115 693
6	Transport					
7	Réseau routier	6 161 360	6 090 903	3 396 242	9 487 145	9 677 749
8	Transport collectif	449 895	446 116		446 116	389 945
9	Autres					
10	Hygiène du milieu					
11	Eau et égout	601 488	668 653	589 889	1 258 542	889 711
12	Matières résiduelles	1 806 355	1 854 473	36 363	1 890 836	1 816 652
13	Autres					
14	Santé et bien-être	4 000	13 661		13 661	1 135
15	Aménagement, urbanisme et développement					
16	Aménagement, urbanisme et zonage	1 308 782	1 211 389	7 299	1 218 688	1 122 149
17	Promotion et développement économique					
18	Autres					
19	Loisirs et culture	2 783 143	2 855 257	281 409	3 203 161	2 872 802
20	Réseau d'électricité					
21	Frais de financement	728 386	795 489		876 750	776 629
22	Effet net des opérations de restructuration					
23		21 568 787	22 015 526	4 701 022	26 716 548	24 685 133
24	Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	4 895 304	4 701 022 (	4 701 022)		
25		26 464 091	26 716 548		26 864 304	24 685 133

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 279 668	6 795 793	346	6 795 793
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	15 434 056)(	12 403 178)(	48 712)(	12 451 890)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	5 967)(	)(	5 967)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	26 326	4 710 977		4 710 977
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	260 189	421 632	48 365	470 343
Excédent accumulé	6	414 675	1 028 570		1 028 570
	7	(14 732 866)	(6 247 966)	(347)	(6 247 967)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 453 198)	547 827	(1)	547 826

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14